

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 31/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS MOREAU

Zone industrielle - La Petite Prairie
BP 104
37140 Bourgueil

Références : 2024-882_RAPVI MOREAU
Code AIOT : 0010003084

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2024 dans l'établissement SAS MOREAU implanté Les Bruns-Les Pelouses 37120 Marigny-Marmande. L'inspection a été annoncée le 18/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS MOREAU
- Les Bruns-Les Pelouses 37120 Marigny-Marmande
- Code AIOT : 0010003084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière, située aux lieux-dits «Les Bruns» et «Les Pelouses» sur la commune de Marigny-Marmande, est autorisée par arrêté préfectoral du 15 février 2006 pour une durée de 20 ans (échéance, remise en état incluse, au 15 février 2026). Le matériau extrait est du calcaire destiné principalement à l'approvisionnement des entreprises du BTP pour des travaux de voirie. L'extraction est réalisée à sec par un engin de travaux publics avec une dent vibrante sur une pelle hydraulique. Les matériaux sont criblés et concassés sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des pollutions et nuisances	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
2	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5.1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
8	Acte de cautionnement	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 2.1.1 et 2.1.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Registre d'admission	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.3	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 1.2.3	Sans objet
4	Quantité de matériaux extraits	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 1.2.2	Sans objet
5	Extraction	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.4.4	Sans objet
6	Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.4.5	Sans objet
9	Rapport annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Déchets inertes autorisés	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.3	Sans objet
12	Procédure d'acceptation et document préalable	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.3	Sans objet
13	Contrôle visuel	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions et nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Rejet dans le milieu naturel
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 29/11/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Eaux de lavage et de ruissellement : Les eaux de lavage et de ruissellement de l'aire de nettoyage sont préalablement décantées et canalisées vers un séparateur d'hydrocarbures avec obturateur automatique. [...] Des analyses de contrôle de matières en suspension totales, demande chimique en oxygène et hydrocarbures totaux sont réalisées par un laboratoire agréé tous les ans. Ils sont conservés par l'exploitant pendant au moins 5 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection précédente du 29 novembre 2023, il était attendu de l'exploitant qu'il identifie l'origine du dépassement des matières en suspension (valeur mesurée au 20/12/2023 : 89 mg/L) et qu'il s'assure que les modifications apportées au point de rejet aient été réalisées conformément aux dispositions réglementaires. Il avait été indiqué à l'exploitant qu'il pouvait se rapprocher d'un prestataire d'analyse accrédité pour faire réaliser les prélèvements et s'assurer que le dispositif permet d'effectuer des prélèvements dans les règles de l'art et le respect des normes.</p> <p>Par réponse du 25 mars 2024, l'exploitant a indiqué que des ajustements avaient été apportés à l'écoulement du séparateur à hydrocarbures dans le but de diminuer le taux des matières en suspension et qu'une analyse supplémentaire avait été réalisée post-modification, celle-ci révélant un taux de MES conforme aux normes requises.</p>

Le rapport d'analyse n°D240303314 du 20/03/2024 a été consulté. Le prélèvement a été effectué par le laboratoire Inovalys. La valeur mesurée en MES est de 25 mg/L (inférieure à la valeur limite de 35 mg/L).

Cependant, il est à noter que le paramètre DCO ne respecte pas la valeur limite sus-visée : valeur mesurée de 780 mg/L contre une valeur limite de 125 mg/L (300 mg/L en instantané). L'exploitant n'a pas identifié ce dépassement dans sa réponse du 25 mars 2024.

Lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2024, l'exploitant n'a pas su indiquer l'origine du dépassement en DCO. Il a précisé qu'une nouvelle analyse est prévue en février 2025.

Les eaux de lavage et de ruissellement de l'aire de nettoyage ne respectent pas la valeur limite en DCO.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètres

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2024

Prescription contrôlée :

La quantité des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance. A cette fin, trois piézomètres sont mis en place, un en amont hydraulique de la nappe, les deux autres en aval hydraulique.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 29 novembre 2023, il avait été constaté l'absence de piézomètres sur le site. Pour rappel, une étude hydrogéologique avait été réalisée en juillet 2022 pour anticiper l'installation de 3 piézomètres dans le cas de l'obtention de la prolongation de l'exploitation.

Par réponse du 25 mars 2024, l'exploitant a indiqué avoir consulté une hydrogéologue pour évaluer la probabilité d'une contamination de la nappe phréatique au vu de la profondeur de la

nappe. Une sollicitation du BRGM a été effectuée pour confirmer l'absence de risque de contamination de la nappe phréatique. L'exploitant a précisé que les actions correctives (mise en place des piézomètres) seraient effectuées si nécessaire suite au retour du BRGM.

Lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2024, l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser des essais de perméabilité au droit de la carrière. Le rapport correspondant a été consulté : celui-ci notifie les perméabilités à 5,10 et 15 mètres de profondeur au niveau du sondage réalisé.

L'exploitant a également fourni le retour de l'hydrogéologue suite à ces essais. Celui-ci a notifié qu'au vu de la classification de la perméabilité, les terrains testés sont considérés comme semi-perméables et présentent une mauvaise perméabilité. Il a conclu qu'au vu de la faible perméabilité (qui traduit une très faible vitesse d'écoulement) le risque de transfert d'une pollution de la surface à la nappe est très faible voire nul. Une réserve a cependant été émise vis-à-vis de cette conclusion : l'homogénéité de la perméabilité (les essais ayant été effectué qu'en un point).

Au vu de la réserve émise par l'hydrogéologue quant à la perméabilité des sols et de la qualification du risque de pollution comme "très faible voire nul", les éléments apportés par l'exploitant ne permettent pas actuellement de certifier l'absence de risque de pollution des eaux souterraines au droit du site.

En l'absence d'une certification écrite de l'absence de risque et des éléments d'appréciation nécessaires, la surveillance des eaux souterraines au droit du site doit être mise en place. Celle-ci doit être effectuée via le réseau de piézomètres prescrits par l'article sus-visé. Ceux-ci devront être réalisés conformément à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 [...] fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Le constat de la visite précédente est reporté : aucune surveillance des eaux souterraines n'est effectuée au droit du site, aucun piézomètre n'étant présent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 1.2.3

Thème(s) : Autre, Suivi de l'exploitation

Prescription contrôlée :

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée après le 15 mai 2025 (9 mois avant échéance). La remise en état du site doit être achevée avant le 15 novembre 2025 (3 mois avant échéance).

Constats :

Par porter à connaissance du 8 octobre 2024, l'exploitant a sollicité une prolongation d'une partie du périmètre de la carrière dont l'échéance initiale est fixée au 15 février 2026 (la durée de l'autorisation étant de 20 ans). Il est à noter que les propriétaires des parcelles visées par la

demande de prolongation ont donné leur accord.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis le 14 octobre 2024 les attestations (SECUR + MEMOIRE + TRAVAUX) relatives à la cessation de la parcelle ZS14 faisant partie du périmètre de la carrière. Lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2024, la parcelle faisant l'objet de la cessation partielle a été vue. Il a notamment été constaté la présence des merlons périphériques et l'absence de boisements prévus par le plan de remise en état final.

Le respect de la cote finale de remise en état n'a pas pu être vérifié (absence de cote au niveau de la zone réaménagée sur le plan d'exploitation - cf. constat "Plan d'exploitation").

Ces deux demandes (prolongation et cessation partielle) font l'objet d'une instruction spécifique par l'inspection des installations classées en parallèle du présent rapport.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Quantité de matériaux extraits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 1.2.2

Thème(s) : Autre, Suivi de l'exploitation

Prescription contrôlée :

La quantité maximale annuelle de matériaux extraits de la carrière est fixée à 140 000 tonnes, la quantité moyenne annuelle est estimée à 70 000 tonnes.

Constats :

Les quantités de matériaux extraits, déclarées sur GEREPE, sont les suivantes :

- 2023 : 60 kilotonnes ;
- 2022 : 37,09 kilotonnes ;
- 2021 : 35 kilotonnes ;
- 2020 : 59,53 kilotonnes.

L'exploitant a indiqué que la quantité extraite en 2024 devrait être du même ordre de grandeur que celle de 2023.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.4.4

Thème(s) : Autre, Suivi de l'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de

remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. L'exploitation de la carrière est conduite à sec. La cote du plancher de l'exploitation ne doit pas être inférieure à 117 m NGF. La hauteur des fronts de taille ne doit pas excéder 6 mètres.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2024, le plan d'exploitation mis à jour au 27 mars 2024 a été consulté. L'exploitant a indiqué que l'extraction était en fin de phase 2 (celle définie dans le porter à connaissance de 2022). La plus faible cote d'extraction notifiée sur le plan est de 118,9 mètres : la cote minimale est respectée. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.4.5
Thème(s) : Autre, Suivi de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables. Leur fréquence est limitée à un tir par trimestre.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2024, l'exploitant a indiqué ne pas utiliser d'explosif. L'extraction est effectuée à l'aide d'une pelle mécanique (avec une dent vibrante). Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.2
Thème(s) : Autre, Suivi de l'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière est dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait notamment apparaître :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;
- le positionnement des talus et des fronts d'exploitation ;
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs. [...]

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des Installations Classées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2024, le plan d'exploitation mis à jour le 27 mars 2024 a été consulté.

Ce plan a été transmis par courrier du 6 novembre 2024 : l'échéance du 1er février n'est pas respectée.

Les éléments suivants sont à noter sur le plan :

- une surface est identifiée comme réaménagée alors qu'elle n'a pas encore été extraite ;
- les infrastructures et les différents stocks ne sont pas matérialisés ;
- aucune cote altimétrique n'est présente sur les surfaces réaménagées.

Les différentes limites, les numérotations des parcelles, les bornes, les différentes surfaces sont quant à elles représentées sur le plan.

Le plan d'exploitation comporte également un cartouche où sont notifiés les surfaces S1, S2 et S3 :

- S1 : 3ha 60 a ;
- S2 : 1 ha 75 a ;
- S3 : 0 ha 27a.

Le plan d'exploitation ne comporte pas l'ensemble des éléments attendus. L'échéance de transmission à l'inspection n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Acte de cautionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 2.1.1 et 2.1.5

Thème(s) : Autre, Suivi de l'exploitation				
Prescription contrôlée :				
Article 2.1.1 : Le montant des garanties financières permet la remise en état maximale au cours de la période considérée [...]				
PERIODE	S1	S2	S3	TOTAL (en €)
2021-2026	2 ha 54 a 44 ca	2 ha 85 a 67 ca	0 ha 24 a 48 ca	70 863.27
Article 2.1.5 : Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du Préfet avec les éléments d'appréciation.				
Constats :				
<p>Lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2024, l'exploitant disposait de l'acte de cautionnement, en date du 1er juin 2022, valide du 25/04/2022 au 15/02/2026 et garantissant un montant de 149 260,62 euros.</p> <p>Il a précisé avoir sollicité une réactualisation des garanties financières auprès d'un organisme de caution et a fourni le calcul transmis à l'organisme (le montant sollicité étant de 171 325, 92 euros). Les surfaces S1, S2 et S3 prises en compte sont celles du dernier plan d'exploitation mis à jour (cf. constat "Plan d'exploitation").</p> <p>L'exploitant ne disposait pas du nouvel acte de cautionnement lors de la visite.</p>				
Le nouvel acte de cautionnement, garantissant l'actualisation des garanties financières, est à transmettre au Préfet d'Indre-et-Loire et à l'Inspection des installations classées dès réception.				
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :				
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant				
Proposition de délais : 60 jours				

N° 9 : Rapport annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.2
Thème(s) : Autre, Suivi de l'exploitation
Prescription contrôlée :
Un rapport annuel d'exploitation présentation les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau), les

accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan susnommé.
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 6 novembre 2024, l'exploitant a transmis le plan d'exploitation mis à jour au 27 mars 2024. Aucun rapport annuel d'exploitation n'y était annexé. Cependant, le rapport annuel d'exploitation, en date du 24 novembre 2023, avait déjà été fourni à l'inspection.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2024, l'exploitant a fourni un rapport annuel d'exploitation en date du 21 novembre 2024.</p> <p>Il est à noter que les rapports étant réalisés en novembre, ils ne prennent pas en compte les données du mois de décembre (matériaux extraits, remblais admis ...).</p> <p>Le rapport d'exploitation du 21 novembre 2024 notifie les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La surface découverte associée aux quantités générées de terres végétales et de stériles ; - Les quantités extraites et les matériels utilisés ; - Les types de matériaux transformés ; - La quantité de matériaux inertes en remblaiement ; - Une synthèse sur l'autosurveillance réalisée (dates des mesures et des vérifications). <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait eu aucun accident ni incident sur la carrière. <u>Il conviendrait de tracer dans le rapport annuel l'absence de faits marquants et/ou d'incidents.</u></p> <p>Par ailleurs, pour la synthèse de l'autosurveillance, <u>il serait appréciable de compléter les rapports d'exploitation avec les résultats des mesures et des vérifications effectuées.</u></p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Déchets inertes autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.3
Thème(s) : Autre, Remblaiement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Seuls sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les matériaux constitutifs de la fraction non valorisable du gisement ; - Les terres et matériaux caractérisés comme étant non pollués ; - Les matériaux naturels résultant des travaux publics tels que terrassement et n'ayant pas fait l'objet d'une quelconque contamination au cours de ces travaux ; - Les déchets triés issus du secteur du bâtiment (construction, démolition et réhabilitation) n'ayant pu être recyclés tels que : mortiers, bétons, bétons cellulaires, ciments, briques, tuiles, parpaings agglomérés, céramiques, carrelages ...
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2024, le registre de suivi des déchets inertes entrants a été consulté.</p> <p>Les déchets inertes qui ont été admis sur la carrière sont de trois types :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 17 01 01 (béton) ; - 17 03 02 (mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01) ;

- 17 05 04 (terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03).
Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.3
Thème(s) : Autre, Remblaiement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p> <p>Article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 : Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : cf. liste dans AM.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2024, le registre de suivi des déchets inertes entrants a été consulté. Les éléments suivants sont consignés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date et l'heure d'entrée ; - la raison sociale du producteur de déchet ; - les informations relatives au déchet : dénomination, code déchet, la quantité ; - le résultat du contrôle visuel ; - l'identification du casier de remblaiement ; - le numéro du certification d'acceptation préalable ; - les informations relatives au transporteur : raison sociale, plaque d'immatriculation du véhicule ; - le numéro du bon de pesée ; - l'adresse du chantier. <p>Les éléments suivants n'étaient pas consignés dans le registre consulté : les numéros de SIRET des différents intervenants ; les adresses des différents intervenants ; le numéro de récépissé du transporteur ; le code de traitement de déchets et la localisation du lieu de production des terres. Le plan de remblaiement a été vu au cours de la visite. Celui-ci définit 34 "casiers".</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 2 décembre 2024, le registre de suivi des déchets inertes où les SIRET, le code traitement déchet et les coordonnées ou numéros de parcelles ont été ajoutés. <u>Les adresses et le numéro de récépissé du transporteur ne sont pas indiqués.</u></p> <p><i>Pour rappel, les types de transports de déchets concernés par les récépissés (suite à déclaration) sont définis à l'article à l'article R.541-50 du Code de l'environnement.</i></p> <p>Le registre de suivi des admissions de déchets inertes ne comporte pas l'ensemble des éléments attendus (adresses, numéro de récépissé).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Procédure d'acceptation et document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.3
Thème(s) : Autre, Remblaiement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque apport de matériau doit faire l'objet d'un bordereau de suivi mentionnant le nom et l'adresse du transporteur, la nature des déchets, sa date de réception sur la carrière, le nom de la personne ayant contrôlé le lot ainsi que l'indication du lieu précis de son dépôt par référence à un plan [...].</p> <p>Il dispose d'un document définissant les matériaux acceptés sur le site, prescrivant la procédure de traçabilité appliquée à ceux-ci ainsi que la nature des opérations de contrôles effectuées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2024, la procédure écrite relative à l'acceptation des remblais inertes a été consultée . Celle-ci est définie via un logigramme avec comme première étape la "<i>Création du chantier et du n° de DAP (si acceptation)</i>" et comme dernière étape le "<i>Report des infos sur le registre de synthèse avec repère du casier</i>". Ce logigramme présente les étapes pouvant conduire à la non-acceptabilité du chargement et des matériaux (au moment du contrôle olfactif et visuel ainsi qu'au déchargement).</p> <p>Par sondage, un document d'acceptation préalable a été consulté. Ce document trace les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les informations relatives au producteur du déchets : raison sociale, adresse, SIRET, coordonnées ; - les informations relatives à l'entreprise en charge des travaux : raison sociale, adresse, SIRET, coordonnées ; - les informations relatives au chantier : nom et coordonnées du responsable de chantier, adresse, coordonnées géographiques, type (ex : "<i>terrassement</i>"), zone (ex : "<i>rurale</i>"), date de première livraison et date de fin de chantier prévue ; - les informations relatives au transporteur : raison sociale, adresse, SIRET, coordonnées ; - les informations relatives aux déchets : nature, code déchets, quantité (en tonnes) ; - les engagements du producteur ou du détenteur du déchet (conformité du déchet, caractère inerte ...). <p>L'exploitant a précisé que les documents d'acceptation préalables sont remplis en ligne, sur une plateforme spécifique.</p>

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7.3

Thème(s) : Autre, Remblaiement

Prescription contrôlée :

Un contrôle du chargement doit être effectué avant tout déversement sur le lieu de remblayage. Les matériaux extérieurs au site sont bennés sur une aire de réception qui permet de contrôler visuellement la nature des matériaux. Dans le cas où des déchets non minéraux (plastiques, bois, métaux) sont détectés, ceux-ci sont triés et disposés dans des bennes prévues à cet effet. Ils sont éliminés vers des filières autorisées.

Constats :

Un contrôle olfactif et visuel du chargement, réalisé par le préposé à la bascule, est prévu par la procédure d'acceptation préalable (cf. constat "Procédure d'acceptation") avant la pesée et l'édition du bon de livraison.

L'exploitant a indiqué que le contrôle visuel était effectué via la caméra ainsi que via une vérification directe du chargement par le préposé à la bascule.

L'exploitant a précisé qu'en cas de déchets non minéraux présents dans les chargement, ceux-ci sont enlevés, triés et mis dans des big-bags sur site.

La zone de dépotage des déchets inertes a été vue au cours de la visite de la carrière.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite